

# À Genève, des mères de famille recrutent des nounous à 6 francs l'heure

**Emploi** Via Facebook, des mères, souvent dans une situation financière difficile, engagent au noir des gardes d'enfant pour des sommes dérisoires.

**Antoine Harari**

Les rencontres ont lieu le plus souvent au Starbucks de Rive (GE). C'est là, à l'abri d'oreilles indiscretes, que des mamans, italiennes pour la plupart, recrutent des nounous à très bas prix. «La première famille que j'ai rencontrée m'a dit qu'elle payait 5 euros en Italie pour une baby-sitter, donc qu'elle pourrait aller jusqu'à 7 francs ici, puisqu'il ne s'agissait que de garder des enfants qui dorment», raconte Maria\*. Sur un groupe Facebook créé par des mères transalpines, entre les propositions de promenades communes au parc Bertrand à Champel et les discussions sur le programme télévisuel de la semaine, les annonces pour des baby-sitters ou des nounous sont nombreuses. «Le Matin Dimanche» a fait le test. Après quelques messages envoyés sur le réseau social, l'une de ces mamans nous propose de garder ses enfants pour 5 euros l'heure. Lorsque nous demandons à être déclaré, elle coupera court à la discussion. Une autre mère, ce sera 20 francs par jour pour 5 heures quotidiennes, soit un tarif horaire de 4 francs! Lorsque nous lui disons que c'est en dessous du salaire minimum de la branche, Carla\* se justifie ainsi: «C'est la première fois que je dois faire appel à une nounou. Je viens de divorcer et je travaille

comme infirmière à 50%. Je ne peux pas offrir plus. Je suis navrée, mais je n'ai pas le choix.»

## «Impossible de payer»

Une situation qui ne surprend pas Martine Bagnoud. Cette syndicaliste spécialisée dans l'économie domestique au sein du Syndicat interprofessionnel des travailleuses et des travailleurs (SIT) explique: «La plupart des gens qui arrivent en Suisse oublient de prendre en compte le coût d'une employée à domicile dans leurs calculs économiques. Soit 3750 francs par mois pour un plein-temps. Si ces employeurs ne sont pas déclarés ou simplement ne touchent pas de très gros salaires, cela devient impossible pour eux de payer autant. C'est un véritable problème.» Malgré notre conversation, Carla poursuivra sa recherche d'une nounou pour ses deux enfants à un prix dérisoire.

Nounou arrivée il y a trois ans d'Italie, Cristina\* est confrontée à ce problème en permanence.

**«Quand j'étais en Italie, on m'avait dit que Genève était la Naples de la Suisse. Aujourd'hui je comprends pourquoi: c'est la jungle»**

**Maria**



Des annonces sur Facebook qui proposent des salaires ridicules pour garder les enfants. Photos DR

«Dès que je mentionne mon expérience et que je demande à être payée le salaire minimum, plus personne ne répond. Quelques mois plus tard je vois les mêmes annonces abusives réapparaître», explique-t-elle. Elle raconte que plusieurs de ses échanges ont même tourné au vinaigre: «Lorsque je réponds que c'est illégal, certaines mères de famille me disent que je n'ai qu'à ne pas répondre si je ne suis pas intéressée mais qu'elles ne peuvent pas proposer plus. Elles savent que quelqu'un finira toujours par accepter.»

## Une situation qui perdure

Malgré les contrôles effectués par l'Office cantonal d'inspection et des relations du travail (OCIRT) depuis 2013, la situation tarde à changer; les procédures de dénonciation sont lourdes et les amendes relativement basses (entre 3000 et 5000 francs). De plus, pour que l'OCIRT puisse intervenir, l'employée de maison

doit elle-même attaquer son employeur aux prud'hommes. Une procédure souvent trop lourde pour des personnes fragilisées par leur absence de papiers en règle.

## «Rien n'est officiel»

Pour Cristina, c'est donc le même constat chaque jour. «Tout se passe par Facebook ou Internet. Rien n'est officiel. Il y a trois ans, alors que je venais d'arriver, mes employeurs m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas me déclarer. Ils me payaient 2000 francs brut par mois.» Pire, ses patrons lui ordonneront même de se faire passer pour une de leurs amies si elle devait être contrôlée par la police. Tout aussi désabusée, Maria nous reçoit chez elle en France voisine, dans son appartement de fortune à Gaillard. Arrivée en Suisse un peu par hasard suite à un mandat rempli pour une agence, Maria est très vite obligée d'accepter toutes sortes de travaux pour payer son loyer élevé. Elle explique que ce phénomène d'exploitation ne s'ar-

rête pas aux Italiens. Sa dernière expérience, chez un diplomate suédois, s'est révélée être un cauchemar. Déclarée à mi-temps, elle enchaîne les heures supplémentaires sans broncher. «Mes employeurs me doivent plus de 430 heures non payées. Ils sortaient deux ou trois soirs par semaine et je ne savais jamais quand ils rentreraient. Au final j'ai été payée environ 7 francs l'heure.» De retour de vacances, ses patrons viennent de la licencier. Elle se retrouve avec un loyer et des assurances à payer sans avoir le droit au chômage: elle a travaillé moins d'un an, à quelques semaines près. Habitée à œuvrer pour les plus grandes familles transalpines en Italie ainsi qu'aux États-Unis, la quarantenaire pensait pourtant être rodée face aux caprices de ses clientes. «Quand j'étais en Italie,

on m'avait dit que Genève était la Naples de la Suisse. Aujourd'hui je comprends pourquoi: c'est la jungle. Les Italiens qui viennent ici pensent devenir riches instantanément et ne sont pas prêts à nous payer correctement.» De plus, il est souvent difficile pour les ressortissants étrangers de s'informer des lois auxquelles ils sont soumis en Suisse comme employeurs. C'est ce flou juridique qui a poussé Kelly Corstjens et Joana Dias Ribeiro, deux nounous professionnelles, à fonder la Swiss Nanny Association (lire encadré). Belge d'origine, Kelly affirme: «Sur Facebook et les sites d'annonces comme Topnanny.ch, seules quatre propositions sur cent respectent la loi. De plus, les gens mélangent tout dans leurs annonces: au pair, nounou ou encore femme de ménage.» Selon les dernières estimations, il y aurait environ 7000 employés domestiques non déclarés à Genève. ●

\*Nom connu de la rédaction

## Elles créent une association pour valoriser et défendre les gardes d'enfants

Fondée en février 2016, la Swiss Nanny Association a pour but d'offrir aux nounous des formations spécialisées et continues. Lancée par deux professionnelles, Kelly Corstjens et Joana Dias Ribeiro, l'association souhaite créer un réseau social pour nounous. Chaque mois, de nouvelles formations comme des cours de premiers secours sont proposés. Elles se basent notamment sur l'exemple anglo-saxon, dans lequel il existe de réelles filières, parfois même universitaires, pour apprendre à s'occuper des enfants. Aujourd'hui, forte d'une soixantaine

de membres, l'association espère arriver à une centaine d'ici à la fin de l'année. Les deux femmes ont constaté que les employeurs ne veulent ou ne peuvent pas payer le salaire minimum et que ce sont donc des nounous non déclarées qui finissent par accepter de travailler dans ces conditions. Petit à petit, elles espèrent changer les mentalités. Grâce, entre autres, au soutien de la ville, elles organisent des rencontres hebdomadaires dans différentes écoles ou bibliothèques pour permettre aux nounous d'échanger, mais aussi de se conseiller mutuellement.

## La 26<sup>e</sup> Street Parade a fait vibrer les quais de la Limmat

**Musique** Huit scènes et 25 love mobiles ont transformé les bords de la Limmat en discothèque hier, pour le plus grand événement techno du monde.

Elle ne passe pas inaperçue, ni pour les yeux ni pour les oreilles: la 26e Street Parade a démarré sous le soleil hier à 13h tapantes à Zurich. Venus des quatre coins du globe pour assister au plus grand événement musical techno du monde, les 700 000 à 900 000 festivaliers attendus ne sont pas passés inaperçus dans les rues de la cité au bord de la Limmat.

Flamants roses, angelots, diabolos, sirènes, chacun y allait déguisé dans son costume préféré au milieu de touristes interloqués poussant leurs valises à roulettes. Dès le matin, les premiers amateurs de techno ont afflué à Zurich pour trouver le meilleur emplacement possible.

Huit scènes ont été réparties le long du parcours. L'échauffement y a débuté à 13h, tandis que les premières des 25 love mobiles, sorte de chars décorés d'où la musique bat son plein, se

sont ébranlées à 14h. Cette année, la manifestation est placée sous le slogan «Love Never Ends» (*L'amour ne finit jamais*, en français), afin de prôner, comme à l'accoutumée, l'amour, la paix, la liberté et la tolérance.

Et, une fois de plus, la météo était du côté des organisateurs. Après une matinée fraîche et encore pluvieuse, le soleil est sorti à point nommé, a indiqué le porte-parole Stefan Epli. Comme chaque année, les CFF ont organisé plus de 100 trains supplémentaires et de nuit pour permettre aux festivaliers de rejoindre leur domicile.

## De 2 à 25 love mobiles

L'événement attire chaque année jusqu'à un million de personnes autour de la rade du lac de Zurich. Après la fin de la parade proprement dite, de nombreuses fêtes sont organisées, qui prennent fin tard dans la nuit.

La première Street Parade a eu lieu en 1992. Elle avait alors réuni un millier de ravers et seulement deux love mobiles.

**P.P.B./ATS**



Déguisées ou non, pas loin d'un million de personnes, de tout âge, ont paradé dans les rues de Zurich en suivant l'une des 25 love mobiles. Photos Keystone/Christian Merz (2x), EPA/Ennio Leanza (2x)